

XXV. *Uitoefening en regt van jagt.* (Beraadslaging over het wets-ontwerp.)

## 44ste ZITTING.

ZITTING VAN DINGSdag 3 MAART 1818. (1)

(GEOPEND TEN 12 URE.)

Ingekomen: Verzoekschriften; — Behandeling der wets-ontwerpen betreffende het regt van de jagt, en het onderhoud der vondelingen en verlaten kinderen.

Voorzitter, de heer **van Wickevoort Crommelin**.

Tegenwoordig, met den Voorzitter, 74 leden, te weten, de heeren:

van Lijnden van Hoevelaken, de Surlat de Chokier, Huytens Kerremans, A. J. J. H. Verheijen, van Tuyll van Serooskerken van Heeze en Leende, Hennequin, van der Meersch, van Crombrughe, de Lebidart, Baesen d'Hautain, d'Onyn de Chastre, Nagelmaekers, de Serret, Duvelaer van de Spiegel, van Hees, Gendebien, Reyphins, Membrède, Pestors van Cattenbroek, van Markel Bouwer, Serruys, van Heiden Reinestein, F. J. Dubus, de Caters, de Troije, van Spaen van Biljoen, Rosier, van Andringa de Kempnaer, Meeus, Huyssen van Kattendyke, de Pitteurs Budingen, Kemper, Metelerkamp, Deutz van Assendelft, van Heeckeren tot Kell, A. G. Verheijen, Paul Maibe, van Boetzelaer, van Wassenaer Pancras, van Sytzama, Voet van Winssen, de Vaernewijck d'Angest, de Vinck van Wezel, Collard, d'Omalus Thierry, van Schuylenburch van Bommenede, Faber, van Randwijck, van Heerdt tot Eversberg, Hope, C. E. E. Collot d'Escury, van Hogendorp, van Sasse van Ysselt, Bentinck tot Nyenhuis, Reigersman, Carbasius Bzn., van Lidth de Jude, Repelaer, Dotreng, de Goër, van Alphen, J. Clifford, de Codt, van Iddekinge, Roest van Alkemade, van Panhuys, de Floen d'Adlercrona, van Nes van Meerkerk, Spoelberch d'Eynhouts, Jarges, Alberda van Rensuma, G. Clifford, 's Jacob en de Moor.

De notulen van het verhandelde in de vorige zitting worden gelezen en goedgekeurd.

(1) Dit verslag is opgemaakt naar: 1° de *Officiële Notulen* van het verhandelde op dezen dag; 2° *Nederlandsche Staats-Courant* n° 54, 68, 69 en 71; *Algemeene Nederlandsche Courant* (*Gazette Générale des Pays-Bas*) n° 983, 1045, 1046, 1048 en 1049, enz.

De **Voorzitter** berigt, dat zijn ingekomen de navolgende verzoekschriften:

een van eenige schippers wonende in de provincie Oost-Vlaanderen, houdende bezwaren tegen de bepalingen van sommige stedelijke keuren, welke strijdig schijnen met de Grondwet en met de wet op de patenten;

een van eenige schippers wonende in de provincie Antwerpen, inhoudende gelijksoortige bezwaren als de voorgaande;

een van eenige kooplieden in gist, wonende te Rotterdam, houdende bezwaren tegen de belasting op de gisttobben en bakken, voorgedragen bij het thans bij de Kamer aanhangig zijnde ontwerp van wet, betreffende de Indirecte Belastingen.

De Vergadering besluit: de twee eerst vermelde adressen te stellen in handen der Commissie voor de verzoekschriften, en de laatst opgegevene op de griffie ter inzage van de leden te leggen.

Aan de orde is de behandeling van HET WETS-ONTWERP BETREKKELIJK HET REGT VAN DE JAGT.

De beraadslaging daarover wordt geopend. (1)

**M. van Lijnden van Hoevelaken** (2) invoque en faveur de la loi proposée qu'il défend, l'art. 715 du Code Civil; il prétend que le droit de chasse est un droit régalien.

**M. Serruys** (3): Je ne me proposais pas de demander la parole aujourd'hui; mais l'honorable préopinant ayant pris la défense du projet de loi, je me crois obligé de lui répondre.

Je ne discuterai point si, par sa nature, le droit de chasse a, dans aucun temps, été et pu être considéré dans les Pays-Bas, ou quelques-unes de ses provinces, comme un droit régalien ou inhérent à la souveraineté.

Je ne remonterai pas non plus à l'origine de cette prétendue prérogative Royale; mais je me bornerai à faire remarquer que la Loi fondamentale du Royaume n'a pas fait du droit de chasse une prérogative de la Couronne, et que dès-lors la chasse n'est pas et ne peut pas être un droit de régle, ou une prérogative Royale.

J'y ajouterai que, par sa nature, la chasse est un droit inhérent à la propriété, ou plutôt à la jouissance de la propriété que la Loi fondamentale garantit à chaque habitant, et qui serait violée s'il pouvait être permis à un tiers d'y exercer la chasse sans l'autorisation, ou le consentement du propriétaire du fonds.

Pour se convaincre que le droit de chasse n'est pas une prérogative de l'autorité Royale, il suffit de lire les articles qui composent la section sixième du chapitre 2 du pacte social, intitulé: *De la prérogative Royale*. Le droit de chasse n'y est pas nommé parmi les prérogatives Royales qui y sont exprimées, et sont l'objet particulier et déterminé de cette section.

La chasse n'est donc pas une prérogative de la Couronne ou un droit de régle.

Ne perdons pas de vue, Nobles et Puissants Seigneurs, que le Royaume des Pays-Bas est une *Monarchie tempérée*, un Etat représentatif, constitué par une Loi fondamentale, dont l'art. 12 défère la Couronne à S. M. notre auguste Monarque, et héréditairement à ses descendants légitimes, conformément, y est-il dit, *aux dispositions que cette même Constitution renferme*.

Or, et comme je l'ai déjà dit, la Loi fondamentale n'envestit pas l'autorité souveraine du droit de la chasse sur les propriétés particulières; le droit de chasse n'est donc pas une prérogative de la Couronne.

Il y a plus; l'art. 164 de cette même Loi fondamentale garantit expressément à chaque habitant du Royaume la paisible possession et jouissance de ses propriétés.

Et auriez-vous la paisible jouissance de vos propriétés, si un tiers, quel qu'il soit, pouvait y exercer la chasse, soit en vertu

(1) De *Nederlandsche Staats-Courant* en de *Algemeene Nederlandsche Courant* (*Gazette Générale des Pays-Bas*) hebben van deze beraadslagingen niets medegedeeld.

(2) Van deze rede is niets gevonden dan het weinige hierboven opgegeven; dat overgenomen is uit le *Journal de Gand* n° 67, die daarenboven meldt dat de heer van Lijnden van Hoevelaken in het Hollandsch sprak.

(3) Zie l'*Oracle* n° 66, waar deze rede in haar geheel voorkomt.

XXV. *Uitoefening en regt van jagt.* (Beraadslaging over het wets-ontwerp.)

d'une concession Royale ou autrement, et sans votre autorisation?

Et ne seriez-vous pas au contraire par cet exercice de la chasse, sans votre consentement, troublés dans la paisible jouissance de vos propriétés?

Peu importe donc, comment on ait considéré autrefois le droit de chasser dans les provinces des Pays-Bas, qui ne sont plus ce qu'elles étaient ci-devant, mais qui composent aujourd'hui un État monarchique, constitué et régi par une Loi fondamentale, par un pacte entre le Monarque et la nation, réciproquement juré, et qui ne comprend pas le droit de chasse parmi les prérogatives de l'autorité souveraine.

Dans un écrit anonyme, dont j'ai entendu faire une lecture fugitive dans la Section dont je suis membre, on invoque en faveur du projet de loi l'art. 715 du Code Civil, et l'honorable préopinant l'a également invoqué.

D'après cet article, dit-on, la faculté de chasser comme celle de pêcher, est réglée par des lois particulières, et on en infère qu'on pourrait par une loi priver les propriétaires du droit de chasser sur leurs terres, en déclarant que la classe est un droit inhérent à la souveraineté.

Mais on aurait dû faire attention que l'art. 715 du Code Civil n'a pas pour objet le fond du droit de la chasse, mais seulement de régler l'exercice ou l'action de la chasse, c'est-à-dire, de fixer, par des réglemens, le mode de l'exercice et le temps pendant lequel la chasse de différentes espèces de gibier peut, ou ne peut pas, être permise dans l'intérêt de la chose publique, et afin qu'on n'en fasse pas un usage nuisible ou abusif.

D'après ces considérations, je voterai contre le projet de loi.

M. Gendebien (1) fonde également son opposition sur les principes de la Loi fondamentale. Notre droit public, (dit-il) est tout entier dans cette loi qui définit les pouvoirs, investit le Roi du plus éminent, et distribue les autres avec une sage économie. Elle ne définit pas la propriété, elle la garantit en ces termes: *La paisible possession et jouissance de ses propriétés sont garanties à chaque habitant.* Cette garantie est une barrière contre toutes atteintes; ainsi, contre les atteintes de la législation civile.

L'art. 164 de la Constitution statue que: *« personne ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique..... et moyennant une juste indemnité. »*

Imposer une servitude, c'est détacher de la propriété des droits, des avantages ou des produits; c'est donc priver le propriétaire d'une partie de sa propriété, ce qui ne peut se faire que pour cause d'utilité publique et moyennant une juste indemnité.

Or, il n'y a pas ici d'utilité publique, ainsi il devient inutile d'indiquer le mode d'indemnité.

Le dessein du projet, en créant la servitude de la chasse, est d'en concéder le droit à ceux qui en ont joui, conformément au système qui a été détruit à la fin de 1795. La Loi fondamentale s'y oppose; elle a établi une barrière insurmontable contre toute tentative de retour vers le système supprimé. Le repos public, la tranquillité des familles, la foi des alliances conjugales, et la stabilité des fortunes réclamaient cette pierre angulaire de l'édifice social.

Il est des circonstances où un pas en arrière serait contraire aux desseins de la Providence. Elle a permis ce qui est consommé. On ne peut plus attaquer une des innovations de la fin du dernier siècle, sans susciter une inquiétude générale, funeste à tous égards.

Les grands vassaux ont perdu le droit de chasse qui s'est rattaché à la propriété du sol, le droit de pêche dans les rivières non-navigables, qui appartient aujourd'hui aux propriétaires riverains. L'État s'est ressaisi du droit de pêche dans les rivières navigables. Ils ont perdu les droits d'aubaine, de deshérences, d'épaves, de mines, de successions vacantes, qui sont retournés à la souveraineté de l'État.

Le projet est aussi dénué de prudence; en effet, rappeler à la jouissance d'un droit qui n'existe plus, ceux qui la possédaient en 1795, ce serait susciter des procédures qui absorberaient, pendant beaucoup d'années, le temps que les magistrats doivent consacrer plus utilement pour régler les affaires de la société. Les procès de chasse, déjà si nombreux autrefois, le seraient bien davantage aujourd'hui, qu'il y a tant d'intérêts opposés; les luttes seraient interminables. Avant la révolution, les plaideurs supportaient les frais de la justice qu'ils réclamaient; à présent,

les dépenses de l'administration judiciaire sont supportées par le Trésor.

Il ne s'attache pas à critiquer soit l'esprit, soit la logique, soit la marche, soit le style du projet. Quoique tout cela soit mauvais, il se restreint au principe et au fond qui lui ont fourni des motifs irrésistibles pour supplier S. M. de prendre sa proposition en considération ultérieure.

M. van Maanen, Ministre de la Justice, expose les motifs du projet de loi, et le défend. (1)

M. Dotrengé parle alors contre le projet. (2)

De heer Kemper (3): Men kent mijn gevoelen over de Ridder-schappen, Provinciale Staten, Staten-Generaal enz. Ik heb altijd bij het herleven van oude namen, ook het herleven van oude pretensien gezien; ik zie de zaden daarvan zich dagelijks rondom mij ontwikkelen, en ik mag het gevoelen omtrent een *jus postliminii* ten aanzien van regten, welke zich op den ouden staatkundigen toestand van ons Vaderland gronden, geen steun geven, zonder den eed van trouw te schenden, welke mijn hart vroeger nog dan mijn mond aan den Koning en zijn Huis in de tegenwoordige orde van zaken gezworen heeft, en welken ik houden zal, hoe groot ook het offer zijn moge, dat daarvoor zal moeten gebracht worden.

De loop der tijden heeft over heerlijke regten beslist, gelijk hij in vroegere tijden en in andere landen over de regten der Kerk beslist heeft. De gegrondheid van aanspraken, op grond onzer oude staats-inrigting, zelfs zijdelings te erkennen, is de regten van de Kroon, de ondeelbaarheid van de Souvereiniteit ondermijnen. Hoe zoude ik, die alleen hierin het heil van mijn Vaderland zie, in dit geval van den regel afwijken, zonder mij niet alleen tegen te

(1) Nergens is iets van den inhoud der rede van den Minister van Justitie gevonden.

(2) *Le Journal de Gand* beloofde in n° 67 de rede van den heer Dotrengé in haar geheel te zullen teruggeven. Aan die belofte schijnt niet te zijn voldaan. Hetzelfde blad komt in n° 68 terug op een incident dat bij die gelegenheid plaats had, en aldus wordt beschreven.

« Le discours de M. Dotrengé, se trouvant fort étendu et ne pouvant que perdre à l'analyse, nous sommes obligés d'en différer l'insertion, afin de pouvoir l'offrir en entier, et terminer aujourd'hui le compte que nous avons à rendre de la séance. Seulement nous parlerons d'un incident auquel ce discours a donné lieu.

« L'orateur ayant dit, que divers articles de la loi proposée qui, à ses yeux, étaient vexatoires ou ridicules, lui paraissaient tirés des archives d'une vénérie, et être l'ouvrage d'un ou de plusieurs capitaines de chasse, le Ministre de la Justice s'est levé, et s'est écrié: « Je prie M. Dotrengé de ne pas dire que c'est un capitaine de chasse qui a fait insérer des articles dans la loi: c'est le Roi qui fait les propositions de loi, et tous les articles de celle-ci émanent de lui, et y sont insérés par son ordre. »

« M. Dotrengé a répondu: J'ai le droit d'émettre ici librement mon opinion, et le Ministre de la Justice n'a pas celui de m'interrompre: cependant je vais lui répondre. Sans doute, le Roi propose les lois, mais ce n'est pas lui qui les rédige. Le Roi ne peut vouloir que des lois bonnes et bien faites. Toutes les fois donc, que je croirai reconnaître dans un projet de loi une disposition injuste ou absurde, il ne m'arrivera jamais d'en attribuer la faute au Roi; je penserai, et je dirai, qu'il a été induit en erreur, et qu'il lui a été fait une surprise, le cas échéant, par un capitaine de chasse, comme ici; et même, selon l'occasion, par un Ministre. »

(3) De rede van den heer Kemper is niet terug gevonden. In het IIIde dl. der van dien staatsman uitgegeven geschriften wordt, op bl. 264 en 265, te kennen gegeven, dat, volgens eene onder zijne nagelaten bescheiden berustende aantekening, hij, in betrekking tot dat wets-ontwerp, gezegd of geschreven zou hebben, gelijk aldaar wordt opgegeven en hierboven overgenomen is.

*Le Journal de Gand* geeft in n° 69 nog op, dat de heer Kemper bij die gelegenheid nog volgendewijze gesproken zou hebben:

« M. Kemper combat également la loi proposée; il en conteste le principe. Il dit qu'il n'est fondé ni sur les actes de la législation en aucuns faits, ni sur les temps historiques; que des capitulaires même des Rois de France, et des plus anciens monuments législatifs il résulte: que chacun avait la faculté d'empêcher qu'on ne chassât sur son terrain, et que les Rois mêmes ne prétendaient pas au droit de pouvoir chasser dans les domaines d'autrui. Le Ministre de la Justice ayant cité l'autorité de Merlin, il répond que c'est à tort qu'on argumente d'une pareille autorité, et même qu'on étend le sens de ses expressions au-delà de ce qu'elles comportent par elles-mêmes. Il finit par déclarer, qu'il croit le projet également contraire aux intérêts de l'État, aux convenances du Gouvernement et aux droits des individus. Il votera en conséquence pour le rejet. » Il s'est exprimé en Hollandais.

(1) Zie *Journal de Gand* n° 67, in welk dagblad alleen de hoofdzakelijke inhoud der rede van den heer Gendebien, hierboven medegedeeld, te vinden is.

## XXVII. Voorziening in het lot van arme en verlaten kinderen. (Beraadslaging over het wets-ontwerp.)

spreeken in hetgeen ik bij vroegere gelegenheden hier omtrent gezegd heb; maar ook vooral zonder de pretensien der andersdenkenden bij volgende gelegenheden een wapen tegen mij in handen te geven?

De beraadslaging wordt daarmede gesloten verklaard, en het wets-ontwerp betrekkelijk de uitoefening en het recht op de jacht, in stemming gebragt, met 50 tegen 25 stemmen verworpen. (1)

Tegen hebben gestemd, de heeren: de Surlet de Chokier, Huyttens Kerremans, A. J. J. H. Verheijen, Hennequin, van der Meersch, van Crombrugge, de Lebidart, Baesen d'Hautain, d'Onyn de Chastre, Nagelmaekers, de Serret, Duvelaer van de Spiegel, van Hees, Gendebien, Reyphins, Membrède, van Markel Bouwer, Serruys, van Heiden Reinestein, F. J. Dubus, de Caters, de Troije, Rosier, Meeus, Huyssen van Kattendyke, de Pitteurs Budingen, Kemper, A. G. Verheijen, Paul Maibe, van Sytzama, de Vaernewijck d'Angest, Collard, d'Omalius Thierry, Faber, Collot d'Escury, van Hogendorp, Reigersman, Repelaer, Dotreng, van Alphen, J. Clifford, de Codt, van Panhuys, de Floen d'Adlercrona, van Nes van Meerkerk, de Spoelbergh d'Eynhouts, Jarges, G. Clifford, 's Jacob en de Moor.

Vóór hebben gestemd, de heeren: van Lijnden van Hoevelaken, van Tuyl van Serooskerken van Heeze en Leende, Pestere van Cattenbroek, van Spaen van Biljoen, van Andringa de Kempnaer, Metelerkamp, Deutz van Assendelft, van Heeckeren tot Kell, van Boetzelaer, van Wassenaer Pancras, Voet van Winssen, de Vinck van Wezel, van Schuylenburch van Bommenede, van Randwijck, van Heerdt tot Eversberg, Hope, van Sasse van Ysselt, Bentinck tot Nyenhuis, Carbasius Bzn., van Lidth de Jeude, de Goër, van Iddekinge, Roest van Alkemade, Alberda van Rensuma en de Voorzitter.

Daarna is aan de orde, de behandeling van HET WETS-ONTWERP BETREKKELIJK HET ONDERHOUD DER VONDELINGEN EN VERLATEN KINDEREN.

De beraadslaging over dat wets-ontwerp wordt geopend.

De heer **Metelerkamp** (2) zegt, dat het grondbeginsel, waarop dit onderwerp van wet is gevestigd, het voorzien in het onderhoud der vondelingen, door algemeene belastingen, hem voorkomt een onderwerp van zoodanig belang, hetwelk een zoo nauwkeurig onderzoek vereischt, en in zulk een naauw verband met het stelsel van armbestuur in het algemeen staat, dat hij niet kan ontveinen, dat het hem ten uiterste bedenkelijk voorkomt dit allerbelangrijkste punt, afgezonderd van het algemeen stelsel, te behandelen, en, bij eene provisionele en transitoire wet, dit grondbeginsel aan te nemen en in te voeren, vóór dat de groote vraag, te dezen opzigt, is onderzocht en beslist geworden.

Hij zal zich, derhalve, onthouden van alle aanmerkingen op dit punt, en zich bepalen tot eene andere bedenking, welke zich, bij het onderzoek van dit ontwerp van wet, natuurlijker wijze moet opdoen.

Aangenomen de noodzakelijkheid om voorloopig in het onderhoud der vondelingen te voorzien, dan ontstaat de vraag: of de kosten daarvan moeten worden gevonden uit het geheel bedrag der inkomsten van het Rijk, dan wel uit de vermeerdering van eene belasting, welke slechts door een gedeelte der ingezetenen wordt gedragen?

Weinig moeilijkheid zou in de beantwoording dezer vraag zijn, tenzij er voldoende redenen konden worden bijgebragt, waarom deze last bijzonder op de bezitters van vaste goederen en de gepatenteerde zoude moeten worden gelegd, en waarom die bij voorkeur zoude behooren te worden vereenigd met belastingen, over welke zwaarte en ongelijkheid men van allerwege klagten hoort opgaan.

Bij het ontwerpen van het budget voor het loopende jaar, (zegt hij) schijnt men de zaak ook uit een ander oogpunt, dan thans, te hebben beschouwd; daarbij immers is de som van honderd

duizend gulden voor de vondelingen op de algemeene begrooting der uitgaven gebragt. Is deze som te gering, waarom, (vraagt hij), dan nu tot een ander principe overgegaan?

Ingeval deze vermeerdering van onkosten niet op eene gevoeglijke wijze kan worden gevonden uit de som voor onvoorziene uitgaven op de begrooting uitgetrokken, of wel uit het verleend crediet van 45 millioen, hetgeen hem echter uit de opgaven, nopens het gebruik dier som, door den Minister van Financiën gedaan, zeer waarschijnlijk voorkomt, wat zwaarigheid is er dan nog in gelegen, vraagt hij verder, om bij het Ministerie van Binnenlandsche Zaken nu datgeen te doen, wat, met betrekking tot het Ministerie van Justitie en de Administratie van Oorlog, in het afgelopen jaar heeft plaats gehad: het maken, namelijk, van eene supplementaire begrooting, ten einde in het te kort, zoo het, door deze vermeerdering van uitgaven, wezenlijk mogt ontstaan, te voorzien op eene wijze, waardoor ten minste geen voorbeeld wordt gegeven, van eene vermeerdering van het aangenomen budget, door het leggen van opcenten op eene reeds bestaande belasting, eene zaak, welke in schijn zeer gemakkelijk, hem echter voorkomt, van ver uitziende gevolgen te kunnen worden.

Het zijn deze bedenkingen, welke hem verhinderen, zijne toestemming tot het voorgestelde ontwerp van wet te geven.

De heer **van Lijnden van Hoevelaken** (1) spreekt mede tegen den maatregel, bij de onderhavige wet voorgesteld, en vindt dien onnoodig en schadelijk.

De heer **J. Clifford**: (2) Daar ik mij, Edel Mogende Heeren! niet op de in het midden gebragte bedenkingen van mijne geëerde medeleden verwachtte, had ik mij niet voorgesteld of voorbereid, over de onderhavige wet te spreken; hetgeen ik daaromtrent, als gedurende deze deliberation zamengesteld, wensch te zeggen, zal zeer kort zijn, en een gevolg van hetgeen daartegen is aangevoerd geworden.

Het komt mij, Edel Mogende Heeren! niet dan billijk voor, dat elke gemeente, immers zoo veel eenigzins de middelen zulks gedoogen, in het algemeen in zijne behoeften, die zijner armen en zelfs in die zijner vondelingen en verlaten kinderen voorzie; maar men zal op geene gronden van billijkheid deze verplichting ook kunnen uitstreken tot die welke haar van elders aangevoerd worden.

Het is echter zoo, dat deze aan hun lot niet kunnen overgelaten worden, en, dat de billijkheid zoo wel als de goede orde der maatschappij vordert, dat daarin voorzien worde.

Ik kan mij niet verbeelden dat zulks aanleiding zoude geven tot vermeerdering van zedeloosheid, of een aanloksel voor ouders om hunne kinderen te verlaten; want ging dit door, dan zoude men nimmer eenen maatregel van voorzorg moeten nemen, dan zoude men geene inrigtingen om behoeftigen te voeden moeten daarstellen, uit vrees dat velen zich tot den staat van behoefteigheid zouden doen vervallen, omdat zij wisten, dat alsdan daarin voorzien zoude worden. Is dit niet zich in het geval te stellen van hen, die door te veel te bewijzen niets bewijzen?

Het komt er dus slechts op aan, om van de eene zijde de beste en minst drukkende middelen hiertoe daar te stellen, en van de andere, in elke gemeente de armen en de vondelingen te onderscheiden, die tot dezelve behooren, van hen die met een zekeren graad van waarschijnlijkheid kunnen gezegd worden, hun van elders toegevoerd te zijn.

Zoo verre de eerste tot eenige godsdienstige gezindheid behooren, is zulks niet moeilijk; maar het ondervindt omtrent de laatste meer zwaarigheden, omdat de ouders daarvan niet uit te vinden zijn.

Het aan de bevolking van dusdanige plaats geëvenredigd getal is dus de meest juiste maatstaf; en hoe zeer zij dan ook niet van alle mogelijke mistasting vrijwaart, omdat onderscheidene bijkomende omstandigheden, als armoede, vermindering van werkzaamheden, duurte, gebreken en wat dies meer zij, daarop eenigen invloed kunnen hebben; mag men echter veilig vaststellen, dat

(1) De uitslag der stemming is op de presentielijst, behoorende bij de Officiële Notulen van het gebeurde op dezen dag opgeteekend. In n° 69 van de Journal de Gand komen ook voor de namen der vóór en tegenstemmers.

(2) De geheele rede van den heer Metelerkamp is niet gevonden. De Nederlandsche Staats-Courant heeft daarvan, in n° 68, het bovenstaande medegedeeld. Zie ook Algemeene Nederlandsche Courant (Gazette Générale des Pays-Bas) n° 1045 (Fransch).

(1) De Nederlandsche Staats-Courant in n° 68, en Algemeene Nederlandsche Courant (Gazette Générale des Pays-Bas) n° 1045, deelen niets meer mede omtrent de rede van den heer van Lijnden van Hoevelaken dan hier boven is opgegeven.

(2) De Amsterdamsche Courant bevat, in n° 56, de gansche rede van den heer J. Clifford. De Nederlandsche Staats-Courant n° 68, en de Algemeene Nederlandsche Courant (Gazette Générale des Pays-Bas) in n° 1045 en 1047, deelen slechts den hoofdzakelijken inhoud mede.

## XXVII. Voorziening in het lot van arme en verlaten kinderen. (Beraadslaging over het wets-ontwerp.)

zij eenigzins daarmede in evenredigheid staat, en dat, die evenredigheid merkbaar overtreffende, er zich onder het getal dier vondelingen bevinden, die uit die gemeente niet voortkomen, en die dus, billijkerwijze, niet uitsluitend ten bezwaar van dusdanige gemeente, maar tot die van het algemeen, dienen te komen.

Toen ook Z. M. in 1815 ontdekte dat zulks het geval was, heeft Hoogstderzelver bekende mildadigheid daaromtrent in de eerste behoeften voorzien, en oordeelende dat het onregtvaardig zoude zijn, dat eene gemeente, die zijne eigen armen verzorgt, nog met die van andere zoude belast worden, gewild, dat daarin voortaan van Rijksweg zoude voorzien worden.

Bij de discussien ten opzichte van de voorlaatste begrooting, ben ik in staat geweest te bewijzen, dat het getal van 4000 vondelingen, die door de stad van Amsterdam, ten ruine van hare geldmiddelen, onderhouden worden, ontegenzeggelijk bewijst, dat het de evenredigheid van hare dagelijks afnemende bevolking verre overtrof, en daaruit met grond afgeleid, dat, zoo het billijk was, dat de Zuidelijke Provinciën onderstand voor de hunne van het Gouvernement genoten, het niet min billijk was, dat er eindelijk eens regt gedaan wierd aan de zoo luide als gegronde en herhaalde klagten der hoofdstad van de Noordelijke Gewesten, aangedrongen door de Staten van dat gewest, ten einde eindelijk eens ontheven te worden van de jaarlijks toenemende en reeds tot de verbazende som van f 320,000 geklommen uitgaaf voor het onderhoud van vondelingen, die ontegenzeggelijk uit haren eigen boezem niet kunnen voortkomen, maar die elk onpartijdige algemeen erkent, dat haar uit andere naburige provinciën, misschien wel Staten toegezonden worden, omdat het bekend is dat er in hare stad een gesticht bestaat, waarin die vondelingen opgenomen worden.

Hoe zeer mijne vorige betrekking, Edel Mogende Heeren! als lid der Gedeputeerde Staten van de provincie van Noord-Holland mij in staat zoude stellen, dit met eenige kennis van zaken te ontwikkelen, en hetgeen ik de eer heb U Ed. Mog. aan te voeren met bewijzen te staven, onthoud ik mij hieromtrent in eenige bijzonderheden te treden, daar de heer President-burgemeester van die stad, welke als lid in deze Vergadering zitting heeft, en tegenwoordig is, voorzeker niet toeven zal U Ed. Mog. daaromtrent alle nadere inlichtingen te geven.

Maar ik houd mij verzekerd, Edel Mogende Heeren, dat gijlieden allen te zeer doordrongen zult zijn van het onbestaanbare van dusdanigen staat van zaken, dan dat gij niet wenschen zoudt dat zulks dadelijk hersteld wierd.

Ik zal hier alleen nog bijvoegen, dat Zijne Excellentie de toenmalige Minister van Binnenlandsche Zaken, mij onderrigt hebbende dat de zaken dien aangaande bij dat voorlaatste budget op den vorigen voet gebleven waren, omdat er toen eene Commissie werkzaam was tot daargestelling van een algemeen plan, zulks de reden is geweest, ik niet reeds toen op een eenniddellijke herstelling van die grievende aandringeren; en dat ik er bij de deliberatien over de laatst gearresteerde wetten geen gevolg aan gegeven heb, omdat, bij de eerste opmerking die ik dienaangaande deed, mij geantwoord werd, dat nog in deze Vergadering, al ware het dan ook slechts provisionele, algemeene maatregelen zouden voorgedragen worden, of dat, ingeval die geen plaats hadden, of zoo die door U, Edel Mogende Heeren! niet mogten aangenomen worden, er van de te dezen respecte op het budget uitgetrokken som geen gebruik zoude gemaakt worden.

Mogt ik ondertusschen hieromtrent in eenen verkeerden waan zijn, en het bedrag van de twee bij deze wet voorgelagen middelen niet dienen tot proportioneel onderhoud der vondelingen in al de onderscheiden deelen van het Rijk, zoo in de Noordelijke als in de Zuidelijke Gewesten; dan bid ik Zijne Excellentie mij zulks te willen ophelderen, en zich duidelijk omtrent de bestemming van die fondsen te willen verklaren.

Het is in de vooronder-telling dat de voorgedragen wet algemeen is, dat zij alle vondelingen betreft, en dat de fondsen die gij, Edel Mogende Heeren! tot dat einde toestemt, gelijkelijk en in evenredigheid van het getal der vondelingen met welke elke gemeente belast is, zal verdeeld worden, dat ik overga tot het onderzoek der middelen, die daartoe bij de wet voorgedragen worden.

Het ware voegzaam, zegt men, op de algemeene begrooting van het Rijk, de voor deze administratie vereischte sommen uit te trekken, en meer met de billijkheid strookende, dan met dit nieuwe bezwaar de Directe Belastingen te drukken.

Inderdaad, de tegenwerping is hoogst bedenkelijk, zoo wel omdat vondelingen, in zoo verre zij de proportie der bevolking van eene gemeente overtreffen, ten laste van het algemeen dienen te komen, als omdat de eigendommen reeds zeer, en zeer ongelijk bezwaard zijnde, het al wederom (gelijk in zoo vele andere geval-

len) de hoofdstad der Noordelijke Gewesten (die, Zuid-Holland alleen uitgezonderd, in de grondlasten zoo veel als de hoogst aangeslagen provincie betaalt), den zwaarsten last zoude te torschen hebben, en het grootste deel bijdragen tot onderhoud van individus, met welke zij niets gemeens heeft, en die gevolgelijk nimmer tot haar bezwaar behoorden te kunnen komen.

Maar, Edel Mogende Heeren! al dadelijk blijkt uit de premissen der wet, dat zij slechts tijdelijk en voor één jaar is — en wij koesteren de hoop, dat in den loop van hetzelfde de werkzaamheden der Commissie, belast om eenen meer gelijk dragenden omslag van de grondbelasting daar te stellen, zullen ten einde gelooopen zijn.

Ik voeg mij dus, in zoo verre de middelen waarin gij bij deze wet zult toestemmen, zonder onderscheid dienstbaar worden gemaakt tot het onderhoud der vondelingen van al de deelen van het Rijk, bij het gevoelen van diegenen mijner medeleden, die de wet als eene transitoire en slechts voor één jaar durende beschouwende, voor hare aanneming stemmen.

De heer van Alphen (1) doet opmerken, dat de thans in deliberatie zijnde project-wet een provisoiren maatregel behelst, ten einde te gemeet te komen aan het onderhoud van vondelingen; en dat deze maatregel, ofschoon provisioneel, in verband staat met en berust op het beginsel, dat vondelingen ten laste van den Staat komen, en door eene algemeene belasting onderhouden zullen worden.

Tegen het stellige van dit beginsel, verklaart hij, zoo niet zich volstrekt te moeten tegenkanten, ten minste het gevaar aan te toonen van het gaaf aan te nemen.

Hier van zou, naar zijne meening, het gevolg kunnen zijn, dat men daardoor dit algemeen gevoelen vestigt, dat het voldoende is kinderen te verlaten en te vondeling te leggen, om ze ten koste van den Staat onderhouden te krijgen. Het regt van die kinderen, door eene wetgevende bepaling vastgesteld zijnde, verzekert dit tevens, (zegt hij) niet alleen aan ongelukkigen maar ook aan ont-aarde, zorgeloze, litzinnige ouders, de gelegenheid en het vermogen van zich te onttrekken aan dien eersten plicht, welken de natuur oplegt, waarvan het besef en het gevoel nooit verzwakt of ondermijnd maar opgewekt en versterkt moet worden, als het zedelijk belang van den Staat, dat groote doel van alle maatschappelijke vereeniging, zou bevorderd worden.

Hij betwijfelt geenszins de billijkheid in het afgetrokkene, van de stelling: dat een hulpeloos kind, van zijne ouders te vondeling gelegd, alle aanspraak heeft op onderstand; maar tusschen een zedelijken plicht en een stelligen maatregel van wetgeving is, (zegt hij) een afstand, een onderscheid, die men wel kennen en niet zonder rijp beraad, zonder voorzorgen, overschrijden moet, nimmer zonder zekerheid, dat men het doel zal bereiken en geen grooter kwaad veroorzaken zal.

De zedelijke wet (vervolgt hij) schrijft pligten voor aan den mensch omtrent zijnen mede-mensch, alle schepselen van den Almagtigen God; in de beoefening daarvan erkent hij geen regter dan God en zijn geweten; maar de wereldlijke magt wetten voorschrijvende, doet dit aan hem als lid der maatschappij, legt hem tevens lasten en opofferingen op, om diezelfde wetten te handhaven. Dit geeft hem wederkeerig regt op de voordeelen, de bescherming en het genot, die zoodanig eene wet verzekert, en dus verlangt hij er in te vinden:

- 1° eene duidelijke voorstelling van het beginsel;
- 2° de noodzakelijkheid van de aanneming van hetzelfde, ook van de zedelijkheid, het doel, de middelen en gevolgen;
- 3° een waarborg voor de maatschappij en voor hem zelve, tegen het misbruik.

Zonder die kenmerken kent hij geene wet goed; als voorloopigen maatregel, die door eene vaste bepaling moet vervangen worden, welke dus geen vast beginsel stellig aanneemt, zoude hij zich tot de volstrekte noodzakelijkheid om in reeds bestaande behoeften te voorzien, kunnen bepalen, als hij geene andere zwarigheden er in vond.

Voor dat hij echter die opgeeft, vindt hij noodig den volgenden regel, die hem als onbetwistbaar en als het diepst nadenken verdienende, voorkomt, aan het oordeel van Hun Edel Mogenden te onderwerpen;

»dat namelijk, elke behoefte, die onderstand vraagt, toeneemt, in evenredigheid van de mindere of meerdere gemakkelijheid

(1) Zie *Nederlandsche Staats-Courant* n° 69 (Hollandsch); *Algemeene Nederlandsche Courant* (*Gazette Générale des Pays-Bas*) n° 1047 en 1048 (Fransch).

## XXVII. Voorziening in het lot van arme en verlaten kinderen. (Beraadslaging over het wets-ontwerp.)

van verkrijging der middelen om er in te voorzien; toeneemt in kracht en uitgebreidheid, naarmate van de vastheid of zekerheid der bepaling, en *algemeenheid* van die middelen zelf."

Zoo de waarheid van deze stelling bewijs behoefde, (zegt hij) zoude men de ondervinding van een naburig volk kunnen aanhalen, waar de behoefte der noodlijdenden met de zekerheid, die de armenkas geeft, dat in die behoefte zal worden voorzien, zoo toegenomen is, dat de last daarvan beschouwd wordt als eene publieke calamiteit, drukkender en noodlottiger in de gevolgen, dan de geheele nationale schuld.

Men moet zich, voert hij verder aan, omtrent dit gewigtig onderwerp geene illusie maken, een gedeelte ellende, armoede en zede-bederf, is, (zegt hij) een onafscheidbaar bestanddeel van de menselijke maatschappij: het kwaad bestaat en zal blijven bestaan; men moet zich onthouden van gewaagde middelen daar tegen aan te wenden, die het kwaad in de hand zullen kunnen werken; het kwaad zelf moet bestreden en in den wortel aangetast worden. Verbetering is mogelijk (vervolgt hij), daarnaar te streven is pligtmatic, maar dit streven moet langzaam, voorzigtig en niet door plotselinge veranderingen in werking gebragt worden; het kwaad is onder invloed van plaatselijke omstandigheden, de genezing moet dus daaraan niet geheel onttrokken worden. Hij zegt geene andere middelen daartoe te kennen, dan arbeid, instructie en bevordering van zedelijkheid en spaarzaamheid, godsdienstigheid van de mindere standen; waarbij men voegen moet liefdadigheid, die bij ons welwillend genoeg, verlicht, gewijzigd en van tegenwerking en onderlinge botsingen, moet ontheven worden. Zoo doende zal men langzaam, maar zeker, het doel bereiken, dat aller wensch en reeds het onderwerp van de zorg en van het onderzoek van den Souverein is, om namelijk, het bestaande kwaad zoo veel te verminderen als mogelijk is, de zaak tot volkomen rijpheid te laten komen, locale betrekking en invloed te doen werken en niet meer te centraliseren dan noodig zal zijn: om eindelijk, een algemeen oppertoezicht daar te stellen, die verlichten, beschermen en, alleen in enkele gevallen, ondersteunen moet, in stede van te administreren en geforceerde geldheffingen uit te schrijven. Doch hij zegt, te moeten terug komen tot het bepaalde punt, en herhalen, dat hij het beginsel, waarop alle wettige bepaling van onderstand aan hulp behoevenden steunt, buiten discussie zal kunnen houden; den voorgeslagen maatregel zal kunnen beschouwen als de betaling van eene bestaande en reeds gemaakte schuld, en vertrouwen, dat wijze reglementen het misbruik er van zullen kunnen tegengaan, tot dat een doelmatig stelsel deze provisoire verordening vervangen zal. Maar hij verklaart, zijne stem niet te kunnen geven aan de voorgestelde wijze, om aan de behoefte der vondelings-gestichten te gemoet te komen, door het heffen van een en een halve cent op de Directe-Belastingen:

1° omdat de grondlasten reeds tot zulk eene hoogte gestegen zijn, dat dezelve in sommige provincien volstrekt voor geene vermeerdering vatbaar zijn, en de groote ongelijkheid van druk, die nu reeds bestaat, daardoor nog vermeerderd zal worden;

2° omdat een ander gedeelte van dezelve reeds met 40 pCt. additioneel bezwaard is, en de patenten geheven worden volgens eene wet, die veranderd staat te worden, omdat de tegenwoordige te veel drukt op de mindere klassen van de patent-schuldigen;

3° omdat het voorgeslagen middel strijdt met het algemeen belang van den Staat, hetwelk den hoogsten graad van *bepaaldheid* en *vastheid* vordert in alles wat contributien is.

Dit denkbeeld ontwikkelt hij nader. Ieder jaar, (zegt hij) worden de behoeften van den Staat in overweging genomen; ieder jaar worden de contributive vermogens van elk belang, van elk eigendom of van elke tak van nijverheid, als het ware gewaardeerd en opgenomen, ten einde daarnaar de opofferingen te regelen, en aan elk het aandeel aan te wijzen van de lasten, die zij dragen moeten.

Na die aanwijzing van de opgelegde lasten, (vervolgt hij) wordt aan elk eigendom, na de betaling er van, het geruste bezit verzekerd van zijn goed, van de voortbrengselen van zijn arbeid.

Dit is, (volgens hem) de ware geest van de instelling van het budget, die, getrouw in acht genomen, de kracht van den Staat in de tegenwoordige orde van zaken uitmaakt.

Die gerustheid, dat vertrouwen te verstoren en te doen wankelen, is (zegt hij) niets minder dan eene van de grondzuilen van het staatsgebouw te schokken, en, door intermediaire bepalingen en heffingen, het doel van eene instelling te doen missen, welke, als de vrijheid van gevoelens en de stem van het geweten, in eere gehouden wordende, van het grootste nut kan zijn; waarop alles rust.

Hij zegt hier nog te moeten bijvoegen, dat het budget niet alleen lasten oplegt, maar ook aan allen, die iets van den Staat te vorderen hebben, hunne betaling, hun loon, de vervulling van alle engagementen verzekert. De inkomsten, zoo als die bepaald

zijn, zijn dus, volgens hem, eene soort van onderpand, van hypotheek, daar het crediet op gevestigd wordt; dat onderpand door extraordinaire lasten tusschentijds te bezwaren, is het publiek crediet te benadeelen, deszelfs regten te verkorten.

Gebiedende omstandigheden, herhaalt hij, alleen, zullen zulk eene afwijking kunnen billijken, als er geen beter middel overblijft; maar een voorschot van 400.000 gulden kon op eene andere wijze gevonden worden. Blijft men bij dat bepaald middel, zoo verklaart hij tegen de wet te zullen stemmen.

De heer **van Hogendorp** (1): Het komt mij uit het rapport der Centrale Afdeling voor, dat de meeste leden zijn vóór de zaak, maar tegen de wijze van de penningen te vinden. Men belast alleen hen, die de Directe Belastingen opbrengen, met één en één half pCt., in plaats van deze kosten over de geheele natie te verdeelen. Inmiddels wordt deze ongelijkheid nog gevoeliger, door dat de grondlasten zwaar en zeer ongelijk gelegd zijn, door dat het personeel, en deuren en vensters sedert twee jaren eene verhooging van 40 pCt. hebben ondergaan, en door dat de patenten veelal op de armste klassen drukken. Ik denk, dat aan al de onderscheiden bedenkingen zoude voldaan worden, indien de vereischte som bij wijze van supplement gebragt werd op de begroting van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken. Dan kwam de som op de algemeene uitgaven van het Rijk. In de hoop van deze verandering te verkrijgen, zal ik tegen de wet moeten stemmen, zoo als zij nu ligt.

De heer **Dotrenge** (2) vervolgens het woord opvattende, oppert wel eenige bedenkingen tegen den maatregel, bij de in deliberatie zijnde concept-wet, voorgedragen; doch, in aanmerking nemende, dat de voorgestelde wet slechts transitoir is en voor één jaar van kracht zal zijn, zal hij voor de aanneming stemmen.

De heer **Ghislain de Coninck**, Minister van Binnenlandsche Zaken, (3) daarna het woord hebbende bekomen, begint met te spreken over het systema van het centraliseren der verschillende armen-fondsen en het daarstellen van een algemeen armen-fonds, waarin dan ook door het algemeen zal worden gedragen, op het voorbeeld van hetgeen daaromtrent in Engeland plaats heeft. Hij begroot het getal der, voor het tegenwoordige, zich in de verschillende gestichten van het Rijk bevindende, zoo vondelingen, wees- als verlaten kinderen, op omtrent tien duizend, in welker behoeften moet voorzien worden, en waarvan men, in de verschillende gestichten te Amsterdam alleen, vier duizend telt. Op het regtstreeks gevraagde door een der vorige sprekers, of de stad Amsterdam uit de opbrengst der voorgedragen middelen een geëvenredigd deel zou hebben, moet hij ronduit antwoorden van ja; meenende hij, dat daaraan niet getwijfeld werd; maar niet denkende, dat een aantal van vier duizend kinderen, voor Amsterdam de grondslag der berekening zijn moet. Hij voegt er bij, dat des Konings oogmerk nogtans is die stad, in dit opzigt, naar billijkheid te gemoet te komen. Hij verdedigt vervolgens den voorgedragen maatregel, en begrijpt, dat ieder grondeigenaar en gezeten burger zich liever eene geringe opoffering zal getroosten, dan doorgaans de uitgeputte fondsen der godshuizen te moeten helpen subsidiëren. Men heeft begrepen, (zegt hij) het budget, dat reeds als te hoog beschouwd is geworden, niet nog met deze uitgave te moeten vergrooten. Hij eindigt met te betoogen, dat, zoo het voorgedragen middel niet aangenomen werd, en daardoor de plaatselijke besturen, wederom voor één jaar, met de voorziening in de behoeften der ongelukkige kinderen zouden moeten belast blijven, het lot van dezen allerbeklagenswaardigst zal zijn.

Niemand meer het woord vragende, wordt de beraadslaging gesloten, en het wets-ontwerp betrekkelijk het onderhoud der vonde-

(1) Zie *Bijdragen tot de huishouding van Staat* enz: II, bl. 257-258; *Nederlandsche Staats-Courant* n° 69 (Hollandsch); *Algemeene Nederlandsche Courant* (*Gazette Générale des Pays-Bas*) n° 1048 (Fransch).

(2) De rede van den heer Dotrenge komt nergens in haar geheel voor. De *Nederlandsche Staats-Courant* in n° 69, en de *Algemeene Nederlandsche Courant* (*Gazette Générale des Pays-Bas*) in n° 1048, geven slechts het bovenstaande op.

(3) Ook deze rede is door geen dagblad in haar geheel teruggegeven. Het bovenvermelde is overgenomen uit de *Nederlandsche Staats-Courant* n° 69. Zie ook *Algemeene Nederlandsche Courant* (*Gazette Générale des Pays-Bas*) n° 1048.

## XXVII. Voorziening in het lot van arme en verlaten kinderen. (Beraadslaging over het wets-ontwerp.)

*lingen en verlaten kinderen*, in stemming gebragt, met 42 tegen 33 stemmen aangenomen. (1)

Vóór hebben gestemd, de heeren: de Surllet de Chokier, Huytens Kerremans, A. J. J. H. Verheijen, Hennequin, van der Meersch, van Crombrugghe, de Lebidart, Baesen d'Hautain, d'Onyn de Chastre, Nagelmaekers, de Serret, van Hees, Gendebien, Reyphins, Membrède, F. J. Dubus, de Troije, Rosier, Meeus, de Pitteurs Budingen, Kemper, Deutz van Assendelft, A. G. Verheijen, Paul Maibe, van Boetzelaer, de Vaernewijck d'Angest, Collard, d'Omalius Thierry, van Schuylenburch van Bommenede, Faber, Hope, van Sasse van Ysselt, Dotrenge, de Goër, J. Clifford, de Codt, Roest van Alkemade, van Panhuys, de Floen d'Adlercrona, G. Clifford, de Moor en de Voorzitter.

(1) De uitslag der stemming is opgeteekend op de presentielijst, behorende bij de *Officiële Notulen* van het gebeurde op dezen dag.

Tegen hebben gestemd, de heeren: van Lijnden van Hoevelaken, van Tuyll van Serooskerken van Heeze en Leende, Duvelaer van de Spiegel, Pestors van Cattenbroek, van Markel Bouwer, Serruys, van Heiden Reinestein, de Caters, van Spaen van Biljoen, van Andringa de Kempnaer, Huyssen van Kattendyke, Metelerkamp, van Heeckeren tot Kell, van Wassenaer Pancras, van Sytzama, Voet van Winssen, de Vinck van Wezel, van Randwijck, van Heerdt tot Eversberg, Collot d'Escury, van Hogendorp, Bentinck tot Nyenhuis, Reigersman, Carbasius Bzn., van Lidth de Jeude, Repelaer, van Alphen, van Iddekinge, van Nes van Meerkerk, de Spoelberch d'Eynhouts, Jarges, Alberda van Rensuma en 's Jacob.

De Vergadering wordt daarop gescheiden, tot Donderdag 5 Maart, des namiddags ten één ure.